

---

Deuxième session, trentième Législature

---

---

Second Session, Thirtieth Legislature

---

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

**Projet de loi n° 24**

**Bill No. 24**

Loi modifiant le Code du travail et  
d'autres dispositions législatives

An Act to amend the Labour Code and  
other legislative provisions

---

Première lecture

---

---

First reading

---

M. COURNOYER

---

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC  
CHARLES-HENRI DUBÉ  
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1974

## Projet de loi n° 24

Loi modifiant le Code du travail et d'autres dispositions législatives

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

**1.** L'article 1 du Code du travail (Statuts refondus, 1964, chapitre 141), modifié par l'article 76 du chapitre 14 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session), l'article 97 du chapitre 17 des lois de 1968, l'article 10 du chapitre 20 des lois de 1969, l'article 2 du chapitre 47 des lois de 1969, l'article 1 du chapitre 48 des lois de 1969, l'article 18 du chapitre 14 des lois de 1969 et l'article 29 du chapitre 60 des lois de 1972, est de nouveau modifié:

*a)* en remplaçant le paragraphe *b* par le suivant:

« *b)* « association accréditée »—l'association reconnue par décision de l'enquêteur, du commissaire du travail ou du tribunal comme représentant de l'ensemble ou d'un groupe de salariés d'un employeur; »;

*b)* en remplaçant, dans la deuxième ligne du sous-paragraphe 1° du paragraphe *m*, les mots « commissaire-enquêteur » par les mots « commissaire du travail »;

*c)* en remplaçant le sous-paragraphe 2° du paragraphe *m* par le suivant:

« 2° un administrateur ou officier d'une corporation sauf si une personne agit à ce titre à l'égard de son employeur après avoir été désignée par les salariés, les usagers ou une association accréditée; »;

## Bill No. 24

An Act to amend the Labour Code and other legislative provisions

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

**1.** Section 1 of the Labour Code (Revised Statutes, 1964, chapter 141), amended by section 76 of chapter 14 of the statutes of 1965 (1st session), section 97 of chapter 17 of the statutes of 1968, section 10 of chapter 20 of the statutes of 1969, section 2 of chapter 47 of the statutes of 1969, section 1 of chapter 48 of the statutes of 1969, section 18 of chapter 14 of the statutes of 1969 and section 29 of chapter 60 of the statutes of 1972, is again amended:

*(a)* by replacing paragraph *b* by the following:

“(b) “certified association”—the association recognized by decision of the investigator, the labour commissioner or the Court as a representative of all or some of the employees of an employer;”;

*(b)* by replacing the words “investigation commissioner” in the second line of subparagraph 1 of paragraph *m* by the words “labour commissioner”;

*(c)* by replacing subparagraph 2 of paragraph *m* by the following:

“(2) a director or officer of a corporation unless a person acts as such with regard to his employer after having been designated by the employees, the users or a certified association;”;

#### NOTES EXPLICATIVES

*Les principales modifications ou précisions que propose ce projet ont trait aux chapitres du droit d'association (articles 3 à 12), de l'accréditation (articles 13 à 39), de la convention collective (articles 40 à 48), du règlement des différends (articles 49 à 55), du tribunal du travail (articles 56 à 61) et des pénalités (articles 65 et 66).*

*Le projet propose aussi l'introduction, par l'article 62, d'un chapitre nouveau sur l'usage de la langue française.*

#### EXPLANATORY NOTES

*The principal amendments or clarifications proposed by this bill deal with the chapter relating to the right of association (sections 3 to 12), certification (sections 13 to 39), collective agreements (sections 40 to 48), the settlement of disputes (sections 49 to 55), the Labour Court (sections 56 to 61) and penalties (sections 65 and 66).*

*The bill, in section 62, also proposes the introduction of a new chapter on the use of the French language.*

d) en remplaçant, à la fin du sous-paragraphe 3<sup>o</sup> du paragraphe *m*, le mot « personnel; » par ce qui suit: « personnel ou de la personne occupant le poste de secrétaire d'un juge; »;

e) en remplaçant le paragraphe *r* par le suivant:

« *r*) « commissaire du travail »—un commissaire du travail nommé en vertu de l'article 21*a*; »;

f) en remplaçant le paragraphe *s* par le suivant:

« *s*) « commissaire général du travail »—le commissaire général du travail nommé en vertu de l'article 21*a*. »

**2.** L'article 2 dudit code, modifié par l'article 3 du chapitre 47 des lois de 1969 et par l'article 2 du chapitre 48 des lois de 1969, est de nouveau modifié en remplaçant, dans la première ligne du deuxième alinéa, les mots « Un commissaire-enquêteur » par les mots « Un commissaire du travail ».

**3.** L'article 3 dudit code est remplacé par le suivant:

« **3.** Tout salarié a droit d'appartenir à une association de salariés de son choix, de participer à la formation d'une association de salariés, à ses activités et à son administration. »

**4.** L'article 8 dudit code, modifié par l'article 4 du chapitre 47 des lois de 1969 et par l'article 3 du chapitre 48 des lois de 1969 est remplacé par le suivant:

« **8.** Sous réserve de la Loi des terres et forêts (chap. 92), le propriétaire d'une terre ou concession où se fait une exploitation forestière est tenu de permettre le passage et de donner accès au campement des salariés à tout représentant d'une association de salariés muni d'un permis délivré par le commissaire général du travail conformément aux règlements adoptés à cette fin en vertu de l'article 115.

L'exploitant est tenu de fournir à ce représentant le gîte et le couvert au prix fixé pour les salariés par ordonnance suivant la Loi du salaire minimum (chap. 144).

(*d*) by replacing at the end of subparagraph 3 of paragraph *m*, the word "manager;" by the following: "manager or of the person holding the office of secretary to a judge;";

(*e*) by replacing paragraph *r* by the following:

"(*r*) "labour commissioner"—a labour commissioner appointed under section 21*a*;"

(*f*) by replacing paragraph *s* by the following:

"(*s*) "labour commissioner-general"—the labour commissioner-general appointed under section 21*a*."

**2.** Section 2 of the said Code, amended by section 3 of chapter 47 of the statutes of 1969 and by section 2 of chapter 48 of the statutes of 1969, is again amended by replacing the words "an investigation commissioner" in the first and second lines of the second paragraph by the words "a labour commissioner".

**3.** Section 3 of the said Code is replaced by the following:

"**3.** Every employee has the right to belong to the association of employees of his choice, and to participate in the formation of an association of employees, its activities and management."

**4.** Section 8 of the said Code, amended by section 4 of chapter 47 of the statutes of 1969 and by section 3 of chapter 48 of the statutes of 1969 is replaced by the following:

"**8.** Subject to the Lands and Forests Act (Chap. 92), the owner of any land or limit where logging operations are carried on must allow any representative of an association of employees holding a permit issued by the labour commissioner-general in accordance with the regulations made for such purpose under section 115 to pass and have access to the living quarters of the employees.

The operator must supply such representative with food and shelter at the price fixed for the employees by ordinance under the Minimum Wage Act (Chap. 144).

Il doit sur demande écrite d'un salarié lui avancer la somme requise pour droit d'entrée dans une association de salariés et première cotisation pourvu que ce salarié ait cette somme à son crédit.

L'autorisation écrite donnée par tout salarié de précompter sur son salaire la somme ci-dessus constitue un paiement au sens du paragraphe c de l'article 24j; l'employeur est tenu de remettre dans le mois qui suit à l'association indiquée les montants ainsi précomptés avec un bordereau nominatif.

Le présent article ne s'applique pas à l'exploitation forestière effectuée sur sa propriété par un cultivateur ou colon. »

**5.** L'article 9 dudit code, modifié par l'article 5 du chapitre 47 des lois de 1969 et par l'article 4 du chapitre 48 des lois de 1969, est de nouveau modifié en remplaçant, dans le premier alinéa, les mots « commissaire-enquêteur en chef » par les mots « commissaire général du travail ».

**6.** L'article 10 dudit code est remplacé par le suivant :

« **10.** Tout employeur a droit d'appartenir à une association d'employeurs de son choix, de participer à la formation d'une association d'employeurs, à ses activités et à son administration. »

**7.** L'article 10a dudit code, édicté par l'article 1 du chapitre 50 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session), et modifié par l'article 6 du chapitre 47 des lois de 1969, est de nouveau modifié en remplaçant, dans les première et deuxième lignes du troisième alinéa, les mots « commissaire-enquêteur » par les mots « commissaire du travail ».

**8.** L'article 14 dudit code, modifié par l'article 7 du chapitre 47 des lois de 1969, est de nouveau modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant :

« **14.** Lorsqu'un salarié est congédié, suspendu ou déplacé par l'employeur ou son agent à cause de l'exercice par ce salarié d'un droit qui lui résulte du présent code, le commissaire du travail peut ordonner à l'employeur de réintégrer ce salarié

On the written application of an employee he shall advance him the sum required as entrance fee to an association of employees and first dues, provided that such employee has that amount to his credit.

The written authorization given by any employee to withhold from his salary the above amount shall constitute a payment within the meaning of subparagraph c of section 24j; the employer must remit to the association indicated, within the following month, the amounts so withheld accompanied with a nominal credit note.

This section shall not apply to the logging operation carried on by a farmer or a settler on his own property."

**5.** Section 9 of the said Code, amended by section 5 of chapter 47 of the statutes of 1969 and by section 4 of chapter 48 of the statutes of 1969, is again amended by replacing the words "chief investigation commissioner" in the first paragraph by the words "labour commissioner-general".

**6.** Section 10 of the said Code is replaced by the following :

"**10.** Every employer shall have the right to belong to the employers' association of his choice, to participate in the formation of an employers' association, and its activities and management."

**7.** Section 10a of the said Code, enacted by section 1 of chapter 50 of the statutes of 1965 (1st session), and amended by section 6 of chapter 47 of the statutes of 1969, is again amended by replacing the words "investigation commissioner" in the first line of the third paragraph by the words "labour commissioner".

**8.** Section 14 of the said Code, amended by section 7 of chapter 47 of the statutes of 1969, is again amended by replacing the first paragraph by the following :

"**14.** When an employee is dismissed, suspended or transferred by the employer or his representative because of the exercise by such employee of a right arising from this Code, the labour commissioner may order the employer to reinstate such

dans son emploi avec tous ses droits et privilèges dans les huit jours de la signification de la décision et de lui verser, à titre d'indemnité, l'équivalent du salaire et des autres avantages dont il a été privé entre le moment du congédiement, de la suspension ou du déplacement et celui de l'exécution de l'ordonnance. »

**9.** L'article 15 dudit code, modifié par l'article 7 du chapitre 47 des lois de 1969 et remplacé par l'article 5 du chapitre 48 des lois de 1969, est modifié :

a) en remplaçant, dans la septième ligne et dans les dixième et onzième lignes, les mots « commissaire-enquêteur en chef » par les mots « commissaire général du travail » ;

b) en remplaçant, dans la douzième ligne, les mots « commissaire-enquêteur » par les mots « commissaire du travail ».

**10.** L'article 16 dudit code, modifié par l'article 7 du chapitre 47 des lois de 1969 et par l'article 6 du chapitre 48 des lois de 1969, est de nouveau modifié en remplaçant, dans la deuxième ligne, les mots « commissaire-enquêteur » par les mots « commissaire du travail ».

**11.** L'article 18 dudit code, remplacé par l'article 8 du chapitre 47 des lois de 1969 et modifié par l'article 7 du chapitre 48 des lois de 1969 est remplacé par le suivant :

« **18.** Au cas de contestation entre l'employeur et le salarié quant au montant d'une indemnité le quantum en est fixé par un commissaire du travail.

Le commissaire général du travail peut exercer, pour le compte du salarié, le recours qui résulte de la décision du commissaire du travail, à défaut du salarié de la faire dans les vingt-quatre jours.

À l'expiration des délais d'appel ou, s'il y a eu appel, à l'expiration des dix jours suivant la décision du tribunal, sur présentation au bureau du protonotaire de la Cour supérieure ou du greffier de la Cour provinciale du district de l'employeur en cause et suivant leur compétence respective eu égard au montant de l'indem-

employee in his employ, within eight days of the service of the decision, with all his rights and privileges, and to pay him as an indemnity the equivalent of the salary and other benefits of which he was deprived between the time of dismissal, suspension or transfer and that of the carrying out of the order." »

**9.** Section 15 of the said Code, amended by section 7 of chapter 47 of the statutes of 1969 and replaced by section 5 of chapter 48 of the statutes of 1969, is amended :

(a) by replacing the words "chief investigation commissioner" in the seventh and eighth lines and in the tenth and eleventh lines by the words "labour commissioner-general" ;

(b) by replacing the words "an investigation commissioner" in the eleventh and twelfth lines by the words "a labour commissioner" .

**10.** Section 16 of the said Code, amended by section 7 of chapter 47 of the statutes of 1969 and by section 6 of chapter 48 of the statutes of 1969, is again amended by replacing the words "investigation commissioner" in the second line by the words "labour commissioner" .

**11.** Section 18 of the said Code, replaced by section 8 of chapter 47 of the statutes of 1969 and amended by section 7 of chapter 48 of the statutes of 1969 is replaced by the following :

" **18.** In case of disagreement between the employer and the employee as to the amount of an indemnity the quantum thereof shall be fixed by a labour commissioner.

The labour commissioner-general may exercise on behalf of the employee the recourse arising from the labour commissioner's decision, if the employee fails to do so within twenty-four days.

Upon the expiry of the delay for appeal or, if there has been appeal, upon the expiry of the ten days following the Court's decision, on presentation at the office of the prothonotary of the Superior Court or clerk of the Provincial Court of the district of the employer concerned and according to their respective jurisdictions

nité décrété par l'ordonnance, d'une copie authentique de la décision d'un commissaire du travail ou du tribunal, la cour peut, sur requête de l'intéressé ou du commissaire général du travail, homologuer la décision, avec dépens contre l'intimé; la décision devient alors exécutoire comme tout autre jugement. Durant les vacances judiciaires ou hors session, le juge de la cour a la même juridiction que la cour aux fins du présent article.

Le jugement homologuant la décision est sans appel et la décision homologuée est exécutoire à l'expiration des quinze jours suivant la date du jugement.

Ce recours se prescrit par six mois à compter de la décision du commissaire du travail fixant le quantum. »

**12.** L'article 19 dudit code, remplacé par l'article 8 du chapitre 48 des lois de 1969, est modifié en remplaçant, dans la première ligne du premier alinéa et dans la cinquième ligne du deuxième alinéa, les mots « commissaire-enquêteur » par les mots « commissaire du travail ».

**13.** L'article 20 dudit code, modifié par l'article 2 du chapitre 50 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session), remplacé par l'article 9 du chapitre 47 des lois de 1969, modifié par l'article 9 du chapitre 48 des lois de 1969, l'article 1 du chapitre 33 des lois de 1970 et l'article 1 du chapitre 44 des lois de 1971, est de nouveau modifié:

a) en remplaçant, dans la dernière ligne du deuxième alinéa et dans la quinzième ligne du sixième alinéa, les mots « commissaire-enquêteur » par les mots « commissaire du travail »;

b) en ajoutant, à la fin du troisième alinéa, ce qui suit: « Du consentement de la majorité des salariés membres d'une de ces professions, l'accréditation peut être accordée, pour ce groupe, à une association de salariés représentant plus d'un de ces groupes. »

having regard to the amount of the indemnity fixed by the order, of a true copy of the decision of a labour commissioner or the Court, the court may, upon a motion of the interested person or of the labour commissioner-general, homologate the decision with costs to the defendant; the decision then becomes executory as any other judgment. During judicial vacations or when the court is not in session, the judge of the court shall have the same jurisdiction as the court for the purposes of this section.

The judgment homologating the decision is without appeal and the homologated decision shall be executory at the expiry of the fifteen days following the date of the judgment.

Such recourse shall be prescribed by six months from the decision of the labour commissioner fixing the quantum."

**12.** Section 19 of the said Code, replaced by section 8 of chapter 48 of the statutes of 1969, is amended by replacing the words "investigation commissioner" in the third and fourth lines of the first paragraph and in the eighth line of the second paragraph by the words "labour commissioner".

**13.** Section 20 of the said Code, amended by section 2 of chapter 50 of the statutes of 1965 (1st session), replaced by section 9 of chapter 47 of the statutes of 1969, amended by section 9 of chapter 48 of the statutes of 1969, section 1 of chapter 33 of the statutes of 1970 and section 1 of chapter 44 of the statutes of 1971 is again amended:

(a) by replacing the words "the investigation commissioner" in the eighth and ninth lines of the second paragraph and the words "an investigation commissioner" in the fourteen and fifteenth lines of the sixth paragraph by the words "a labour commissioner";

(b) by adding, at the end of the third paragraph, the following: "With the consent of the majority of the employees who are members of one of such professions, certification may be granted, for such group, to an association of employees representing more than one of such groups."

**14.** L'article 21 dudit code est modifié:

- a) en abrogeant le paragraphe *b*;
- b) en remplaçant, dans la première ligne du paragraphe *d*, les mots « soixantième au trentième » par les mots « quatre-vingt dixième au soixantième »;
- c) en ajoutant, à la fin du paragraphe *d*, ce qui suit: « Dans le cas d'une exploitation forestière, le commissaire général du travail peut décider par règlement adopté en vertu de l'article 115 que la période de trente jours ci-dessus se situe à un autre moment. »

**15.** L'article 21*a* dudit code, édicté par l'article 10 du chapitre 47 des lois de 1969 et modifié par l'article 10 du chapitre 48 des lois de 1969, est de nouveau modifié:

- a) en remplaçant les deux premières lignes du premier alinéa par ce qui suit:  
« Un commissaire général du travail, un commissaire général adjoint du travail, des commissaires du travail et des »;
- b) en remplaçant, dans la deuxième ligne du troisième alinéa, les mots « commissaire-enquêteur » par les mots « commissaire du travail », dans les sixième et septième lignes du même alinéa, les mots « commissaires-enquêteurs » par les mots « commissaires du travail » et dans les quatrième et cinquième lignes du même alinéa, les mots « commissaire-enquêteur en chef » par les mots « commissaire général du travail »;
- c) en ajoutant, à la fin, l'alinéa suivant:

« En outre de ses pouvoirs et devoirs en tant que commissaire du travail, le commissaire général adjoint du travail assiste le commissaire général du travail dans l'exercice de ses fonctions et le remplace en cas d'absence ou d'incapacité d'agir. »

**16.** L'article 21*b* dudit code, édicté par l'article 11 du chapitre 48 des lois de 1969, est remplacé par le suivant:

« **21*b*.** Toute demande qu'un enquêteur ou un commissaire du travail est compétent à entendre en vertu du présent code doit être adressée à l'enquêteur ou

**14.** Section 21 of the said Code is amended:

- (a) by repealing paragraph *b*;
- (b) by replacing the words "sixtieth to the thirtieth" in the first line of paragraph *d* by the words "ninetieth to the sixtieth";
- (c) by adding, at the end of paragraph *d*, the following: "In the case of a logging operation, the labour commissioner-general may decide, by regulation adopted under section 115, that the above mentioned period of thirty days may begin at any other time."

**15.** Section 21*a* of the said Code, enacted by section 10 of chapter 47 of the statutes of 1969 and amended by section 10 of chapter 48 of the statutes of 1969, is again amended:

- (a) by replacing the first two lines of the first paragraph by the following:  
"A labour commissioner-general, an assistant labour commissioner-general, labour commissioners and";
- (b) by replacing the words "an investigation commissioner" in the second line of the third paragraph by the words "a labour commissioner", the words "investigation commissioners" in the sixth and seventh lines of the same paragraph by the words "labour commissioners" and the words "chief investigation commissioner" in the fourth and fifth lines of the same paragraph by the words "labour commissioner-general";

(c) by adding, at the end, the following paragraph:

"In addition to his powers and duties as labour commissioner, the assistant labour commissioner-general shall assist the labour commissioner-general in the exercise of his functions and replace him in cases where he is absent or unable to act."

**16.** Section 21*b* of the said Code, enacted by section 11 of chapter 48 of the statutes of 1969, is replaced by the following:

« **21*b*.** Every application which an investigator or a labour commissioner is competent to hear under this Code shall be made to the investigator or to the labour



au commissaire du travail qui a été saisi de l'affaire par le commissaire général du travail. Si aucun enquêteur ou commissaire du travail n'a été saisi de l'affaire, ou si l'enquêteur ou le commissaire du travail qui en a été saisi est incapable d'agir ou est décédé, la demande doit être adressée au commissaire général du travail, qui désigne alors un enquêteur ou un commissaire du travail pour entendre cette demande. »

**17.** L'article 22 dudit code, remplacé par l'article 11 du chapitre 47 des lois de 1969 et modifié par l'article 12 du chapitre 48 des lois de 1969, est de nouveau modifié en remplaçant, dans la quatrième ligne, les mots « commissaire-enquêteur en chef » par les mots « commissaire général du travail ».

**18.** L'article 23 dudit code est remplacé par le suivant :

« Le commissaire général du travail peut exiger de l'association requérante ou accréditée le dépôt de ses statuts et règlements. »

**19.** L'article 24 dudit code, remplacé par l'article 12 du chapitre 47 des lois de 1969 et par l'article 13 du chapitre 48 des lois de 1969, est modifié en remplaçant, dans la deuxième ligne et dans les dixième et onzième lignes du premier alinéa, les mots « commissaire-enquêteur en chef » par les mots « commissaire général du travail ».

**20.** L'article 24a dudit code, édicté par l'article 12 du chapitre 47 des lois de 1969 et remplacé par l'article 14 du chapitre 48 des lois de 1969, est modifié :

a) en remplaçant, dans les première et deuxième lignes du premier alinéa, les mots « commissaire-enquêteur en chef » par les mots « commissaire général du travail » ;

b) en remplaçant le deuxième alinéa par le suivant :

« S'il y a déjà une association accréditée, ou s'il y a plus d'une association de salariés requérante, le commissaire général du travail doit saisir de l'affaire un commissaire du travail. »

commissioner who has been seized of the matter by the labour commissioner-general. If no investigator or labour commissioner has been seized of the matter, or if the investigator or the labour commissioner seized thereof is unable to act or has died, the application shall be made to the labour commissioner-general who shall then designate an investigator or a labour commissioner to hear such application."

**17.** Section 22 of the said Code, replaced by section 11 of chapter 47 of the statutes of 1969 and amended by section 12 of chapter 48 of the statutes of 1969, is again amended by replacing the words "chief investigation commissioner" in the third and fourth lines by the words "labour commissioner-general".

**18.** Section 23 of the said Code is replaced by the following :

"The labour commissioner-general may require the petitioning or certified association to file its constitution and by-laws."

**19.** Section 24 of the said Code, replaced by section 12 of chapter 47 of the statutes of 1969 and by section 13 of chapter 48 of the statutes of 1969, is amended by replacing the words "chief investigation commissioner" in the second line and in the tenth and eleventh lines of the first paragraph by the words "labour commissioner-general".

**20.** Section 24a of the said Code, enacted by section 12 of chapter 47 of the statutes of 1969 and replaced by section 14 of chapter 48 of the statutes of 1969, is amended :

(a) by replacing the words "chief investigation commissioner" in the first and second lines of the first paragraph by the words "labour commissioner-general" ;

(b) by replacing the second paragraph by the following :

"If a certified association already exists, or if there are more than one petitioning association of employees, the labour commissioner-general shall refer the matter to a labour commissioner."

**21.** L'article 24*b* dudit code, édicté par l'article 12 du chapitre 47 des lois de 1969 et remplacé par l'article 14 du chapitre 48 des lois de 1969, est modifié en remplaçant, dans les première et deuxième lignes, les mots « commissaire-enquêteur en chef » par les mots « commissaire général du travail ».

**22.** L'article 24*c* dudit code, édicté par l'article 12 du chapitre 47 des lois de 1969 et remplacé par l'article 14 du chapitre 48 des lois de 1969, est modifié en remplaçant, dans la septième ligne, les mots « commissaire-enquêteur en chef » par les mots « commissaire général du travail ».

**23.** L'article 24*d* dudit code, édicté par l'article 14 du chapitre 48 des lois de 1969, est remplacé par le suivant :

« **24*d*.** Dès qu'il a interrompu l'enquête de l'enquêteur en vertu de l'article 24*b* ou dès qu'il a reçu le rapport de l'enquêteur visé à l'article 24*c*, le commissaire général du travail doit saisir de l'affaire le commissaire du travail qu'il désigne et le charger d'accorder ou refuser la demande d'accréditation.

Dans le cas prévu à l'article 24*b*, le commissaire du travail saisi de l'affaire ne peut accorder l'accréditation s'il est établi à sa satisfaction que l'association de salariés n'a pas respecté l'article 11. »

**24.** L'article 24*e* dudit code, édicté par l'article 14 du chapitre 48 des lois de 1969, est modifié en remplaçant, dans la première ligne du premier alinéa, les mots « commissaire-enquêteur » par les mots « commissaire du travail ».

**25.** L'article 24*f* dudit code, édicté par l'article 14 du chapitre 48 des lois de 1969, est modifié :

a) en remplaçant, dans la première ligne, les mots « commissaire-enquêteur » par les mots « commissaire du travail » ;

b) en ajoutant les alinéas suivants :

**21.** Section 24*b* of the said Code, enacted by section 12 of chapter 47 of the statutes of 1969 and replaced by section 14 of chapter 48 of the statutes of 1969, is amended by replacing the words "chief investigation commissioner" in the fifth line by the words "labour commissioner-general".

**22.** Section 24*c* of the said Code, enacted by section 12 of chapter 47 of the statutes of 1969 and replaced by section 14 of chapter 48 of the statutes of 1969, is amended by replacing the words "chief investigation commissioner" in the eighth line by the words "labour commissioner-general".

**23.** Section 24*d* of the said Code, enacted by section 14 of chapter 48 of the statutes of 1969, is replaced by the following :

"**24*d*.** As soon as he has suspended the investigator's investigation under section 24*b* or received the investigator's report contemplated in section 24*c*, the labour commissioner-general must refer the matter to the labour commissioner whom he designates and direct him to grant or refuse the application for certification.

In the case provided for in section 24*b*, the labour commissioner seized of the matter shall not grant the certification if it is established to his satisfaction that the association of employees has not complied with section 11."

**24.** Section 24*e* of the said Code, enacted by section 14 of chapter 48 of the statutes of 1969, is amended by replacing the words "investigation commissioner" in the first and second lines of the first paragraph by the words "labour commissioner".

**25.** Section 24*f* of the said Code, enacted by section 14 of chapter 48 of the statutes of 1969, is amended :

(a) by replacing the words "investigation commissioner" in the second line by the words "labour commissioner" ;

(b) by adding the following paragraphs :

« Le commissaire du travail peut tenir compte du rapport de l'enquêteur visé à l'article 24c.

Il peut aussi faire effectuer par un enquêteur toute étude, recherche ou sondage nécessaire pour apprécier la qualité des adhésions et pouvoir décider du caractère représentatif d'une association de salariés. »

**26.** L'article 24g dudit code, édicté par l'article 14 du chapitre 48 des lois de 1969, est remplacé par le suivant :

« **24g.** Sitôt son enquête terminée ou au plus tard dans les trois jours suivants, le commissaire du travail doit rendre sa décision à l'effet d'accorder ou de refuser l'accréditation et, le cas échéant, décrire l'unité de négociation appropriée. »

**27.** L'article 24h dudit code, édicté par l'article 14 du chapitre 48 des lois de 1969, est remplacé par le suivant :

« **24h.** Le dossier de l'enquête comprend les pièces et documents qui ont été déposés, l'enregistrement ou la sténographie des témoignages ainsi que la décision du commissaire du travail. Il ne comprend pas la liste des membres des associations en cause non plus que les pièces ou documents qui identifient l'appartenance d'un salarié à une association de salariés. »

**28.** L'article 24i dudit code, édicté par l'article 14 du chapitre 48 des lois de 1969, est modifié en remplaçant, dans les cinquième et sixième lignes, les mots « commissaire-enquêteur » et « commissaire-enquêteur en chef » par les mots « commissaire du travail » et « commissaire général du travail », respectivement.

**29.** Ledit code est modifié en insérant après l'article 24i les suivants :

« **24j.** Aux fins de l'établissement du caractère représentatif d'une association de salariés ou de la vérification du caractère représentatif d'une association accréd-

“The labour commissioner may take into account the report of the investigator contemplated in section 24c.

He may also direct an investigator to conduct any study, research or survey necessary to assess the nature of the membership and decide whether an association is representative of the employees.”

**26.** Section 24g of the said Code, enacted by section 14 of chapter 48 of the statutes of 1969, is replaced by the following:

“**24g.** As soon as he has terminated his investigation or at the latest, within the three following days, the labour commissioner shall render his decision either to grant or refuse the certification and, where such is the case, describe the appropriate bargaining unit.”

**27.** Section 24h of the said Code, enacted by section 14 of chapter 48 of the statutes of 1969, is replaced by the following:

“**24h.** The record of the investigation shall include the exhibits and documents which have been produced, the recording or stenography of the testimony and the decision of the labour commissioner. It shall not include the list of members of the associations concerned nor the exhibits or documents which identify the association of employees to which the employee belongs.”

**28.** Section 24i of the said Code, enacted by section 14 of chapter 48 of the statutes of 1969, is amended by replacing the words “investigation commissioner and chief investigation commissioner” in the fifth and sixth lines by the words “labour commissioner and labour commissioner-general”.

**29.** The said Code is amended by inserting, after section 24i, the following:

“**24j.** For the purposes of establishing the representative character of an association of employees or assessing the representative character of a certified associa-

ditée, une personne est reconnue membre de cette association lorsqu'elle satisfait aux conditions suivantes:

a) être un salarié compris dans l'unité de négociation dont il s'agit;

b) avoir signé une formule d'adhésion dûment datée;

c) avoir payé personnellement à titre de cotisation syndicale, une somme d'au moins \$2 dans les douze mois précédant le dépôt de la requête en accréditation ou sa mise à la poste sous pli recommandé;

d) avoir rempli les trois premières conditions ci-dessus le ou avant le jour du dépôt de la requête ou de sa mise à la poste sous pli recommandé.

L'enquêteur, le commissaire du travail ou le tribunal du travail ne doivent tenir compte d'aucune autre condition d'adhésion exigible selon les statuts et règlements de cette association de salariés.

« **24k.** La décision d'accréditation de l'enquêteur et la décision ou l'ordre du commissaire du travail sont authentiques et il en est de même des copies ou extraits de ces décisions ou ordres lorsqu'ils sont certifiés conformes par le signataire, le commissaire général du travail ou par une personne dûment autorisée par ce dernier. »

**30.** L'article 25 dudit code, modifié par l'article 13 du chapitre 47 des lois de 1969 et par l'article 15 du chapitre 48 des lois de 1969, est de nouveau modifié en remplaçant, dans la première ligne, les mots « commissaire-enquêteur » par les mots « commissaire du travail ».

**31.** L'article 30 dudit code, modifié par l'article 17 du chapitre 47 des lois de 1969, est de nouveau modifié en remplaçant les mots « commissaire-enquêteur » par les mots « commissaire du travail ».

**32.** L'article 31 dudit code, modifié par l'article 18 du chapitre 47 des lois de 1969, est remplacé par le suivant :

« **31.** Une requête en accréditation ne peut être renouvelée avant trois mois de

tion, a person shall be recognized as a member of such association when he meets the following conditions:

(a) be an employee included in the bargaining unit concerned;

(b) have signed an application for membership, duly dated;

(c) have personally paid as union dues, an amount of not less than \$2 within the twelve months preceding the filing of the petition for certification or its mailing by registered mail;

(d) have met the above first three conditions on or before the day of the filing of the petition or its mailing by registered mail.

The investigator, the labour commissioner or the Labour Court shall not take account of any other condition of membership exigible under the constitution and by-laws of such association of employees.

“**24k.** The decision of certification of the investigator and the decision or order of the labour commissioner are authentic and the same applies to copies or extracts of such decisions or order when they are certified true by the signatory, the labour commissioner-general or by a person duly authorized by him.”

**30.** Section 25 of the said Code, amended by section 13 of chapter 47 of the statutes of 1969 and by section 15 of chapter 48 of the statutes of 1969, is again amended by replacing the words “investigation commissioner” in the first line by the words “labour commissioner”.

**31.** Section 30 of the said Code, amended by section 17 of chapter 47 of the statutes of 1969, is again amended by replacing the words “investigation commissioner” by the words “labour commissioner”.

**32.** Section 31 of the said Code, amended by section 18 of chapter 47 of the statutes of 1969, is replaced by the following:

“**31.** A petition for certification shall not be renewed within three months of its

son rejet par un commissaire du travail ou d'un désistement produit par une association requérante sauf s'il s'agit d'un désistement produit à la suite d'une fusion de corporation municipales ou scolaires, d'une intégration de personnel dans une communauté urbaine ou de la création d'une commission de transport. »

**33.** L'article 32 dudit code, modifié par l'article 19 du chapitre 47 des lois de 1969 et l'article 17 du chapitre 48 des lois de 1969, est remplacé par le suivant :

« **32.** Un commissaire du travail peut, au temps fixé au paragraphe *c* ou *d* de l'article 21, révoquer l'accréditation pour l'une des causes suivantes :

- a*) l'association a cessé d'exister;
- b*) l'association ne représente plus la majorité du groupe pour lequel elle est accréditée.

Nonobstant le deuxième alinéa de l'article 24*e*, un employeur peut, dans le délai prévu à l'alinéa précédent, demander au commissaire du travail de vérifier si l'association existe encore ou si elle représente encore la majorité du groupe pour lequel elle a été accréditée. »

**34.** L'article 33 dudit code, remplacé par l'article 20 du chapitre 47 des lois de 1969 et modifié par l'article 18 du chapitre 48 des lois de 1969, est remplacé par le suivant :

« **33.** À la suite d'une requête en accréditation, en révision ou en révocation d'accréditation, le commissaire du travail saisi de l'affaire ou un commissaire du travail désigné à cet effet par le commissaire général du travail peut ordonner la suspension des négociations et du délai pour l'exercice du droit de grève ou de lock-out et empêcher le renouvellement d'une convention collective.

En ce cas, les conditions de travail prévues dans la convention collective demeurent en vigueur et l'article 48 s'applique jusqu'à la décision du commissaire du travail saisi de la requête en accréditation, en révision ou en révocation d'accréditation.

refusal by a labour commissioner or withdrawal by a petitioning association unless the withdrawal occurs following a union or amalgamation of school or municipal corporations, an integration of personnel in an urban community or the establishment of a transit commission."

**33.** Section 32 of the said Code, amended by section 19 of chapter 47 of the statutes of 1969 and section 17 of chapter 48 of the statutes of 1969, is replaced by the following:

“**32.** A labour commissioner may, at the time fixed in paragraph *c* or *d* of section 21, cancel a certification for one of the following reasons:

- (*a*) the association has ceased to exist;
- (*b*) the association no longer represents the majority of the group for which it was certified.

Notwithstanding the second paragraph of section 24*e*, an employer may, within the delay provided for in the preceding paragraph, request the labour commissioner to examine whether the association still exists or whether it still represents the majority of the group for which it was certified.”

**34.** Section 33 of the said Code, replaced by section 20 of chapter 47 of the statutes of 1969 and amended by section 18 of chapter 48 of the statutes of 1969, is replaced by the following:

“**33.** Following a petition for certification or for reconsideration or cancellation of a certification, the labour commissioner seized of the matter or a labour commissioner designated to that effect by the labour commissioner-general may order the suspension of negotiations and of the delay for exercising the right to strike or to a lock-out and prevent the renewal of a collective agreement.

In such case, the conditions of employment specified in the collective agreement shall remain in force and section 48 shall apply until the decision of the labour commissioner seized of the petition for certification, reconsideration or cancellation of certification is rendered.

Une telle décision en est une qui ne termine pas une affaire. »

Such a decision does not terminate a matter."

**35.** L'article 37 dudit code, modifié par l'article 24 du chapitre 47 des lois de 1969 et par l'article 20 du chapitre 48 des lois de 1969, est de nouveau modifié en remplaçant, dans la première ligne, les mots « commissaire-enquêteur » par les mots « commissaire du travail ».

**35.** Section 37 of the said Code, amended by section 24 of chapter 47 of the statutes of 1969 and by section 20 of chapter 48 of the statutes of 1969, is again amended by replacing the words "An investigation commissioner" in the first line by the words "A labour commissioner".

**36.** L'article 39 dudit code, modifié par l'article 25 du chapitre 47 des lois de 1969 et par l'article 21 du chapitre 48 des lois de 1969, est abrogé.

**36.** Section 39 of the said Code, amended by section 25 of chapter 47 of the statutes of 1969 and by section 21 of chapter 48 of the statutes of 1969, is repealed.

**37.** L'article 39a dudit code, édicté par l'article 26 du chapitre 47 des lois de 1969 et remplacé par l'article 22 du chapitre 48 des lois de 1969, est de nouveau remplacé par le suivant :

**37.** Section 39a of the said Code, enacted by section 26 of chapter 47 of the statutes of 1969 and replaced by section 22 of chapter 48 of the statutes of 1969, is again replaced by the following :

« **39a.** Un commissaire du travail peut réviser ou révoquer toute décision ou tout ordre rendu pourvu que, dans les cas où il peut y avoir appel, il n'ait pas été interjeté appel au tribunal de la décision ou de l'ordre et que le tribunal n'ait pas encore disposé de l'appel.

"**39a.** A labour commissioner may reconsider or cancel any decision or order provided that, in cases where there may be an appeal, an appeal has not been brought to the Court from the decision or order or the Court has not yet disposed of the appeal.

Une partie peut demander cette révision ou cette révocation dans les cas suivants :

Any party may request such revision or cancellation in the following cases :

1. Lorsqu'il a été prononcé au-delà des conclusions ou qu'il a été omis de statuer sur un des chefs de la demande ;

(1) When the judgment has decided beyond the conclusions or when it has failed to rule on one of the essential grounds of the petition ;

2. Lorsque la décision ou l'ordre a été rendu sur des pièces dont la fausseté n'a été découverte que depuis ;

(2) When the decision or order has been made upon documents whose falsity has only been discovered since ;

3. Lorsque, depuis la décision ou l'ordre, il a été découvert des pièces décisives dont la production avait été empêchée par une circonstance de force majeure ou le fait de la partie adverse ;

(3) When, since the decision or order, decisive documents have been discovered whose production had been prevented by a circumstance of irresistible force or because of the act of the adverse party ;

4. Lorsque, depuis la décision ou l'ordre, il a été découvert une preuve et qu'il appert :

(4) When, since the decision or order, new evidence has been discovered and it appears that :

a) que si elle avait été apportée à temps, la décision ou l'ordre eût probablement été différent ;

(a) if it had been brought forward in time, the decision or order would probably have been different ;

b) qu'elle n'était connue ni de la partie, ni de son procureur ou agent ;

(b) it was known neither to the party nor to his attorney or agent ;

c) qu'elle ne pouvait pas, avec toute la diligence raisonnable, être découverte en temps utile.

Toutefois, un commissaire du travail peut corriger, d'office, toute décision ou ordre entaché d'erreur d'écriture ou de calcul, ou de quelque autre erreur matérielle. »

**38.** L'article 39*b* dudit code, édicté par l'article 26 du chapitre 47 des lois de 1969 et modifié par l'article 23 du chapitre 48 des lois de 1969, est de nouveau modifié:

a) en remplaçant, dans la première ligne du premier alinéa et dans la cinquième ligne du deuxième alinéa, les mots « commissaire-enquêteur » par les mots « commissaire du travail »;

b) en retranchant, dans la troisième ligne du premier alinéa, les mots « pour cause ».

**39.** L'article 39*c* dudit code, édicté par l'article 26 du chapitre 47 des lois de 1969 et remplacé par l'article 24 du chapitre 48 des lois de 1969, est de nouveau remplacé par le suivant:

« **39*c*.** Le commissaire du travail doit rendre par écrit et motiver toute décision qui termine une affaire dans les matières de son ressort et faire parvenir sans délai au commissaire général du travail l'original de la décision que ce dernier conserve dans son greffe.

Le commissaire général du travail transmet sans délai aux parties une copie conforme de la décision. »

**40.** L'article 40 dudit code, remplacé par l'article 27 du chapitre 47 des lois de 1969 et modifié par l'article 25 du chapitre 48 des lois de 1969, est de nouveau remplacé par les suivants:

« **40.** L'association accréditée avise par écrit l'employeur, ou celui-ci avise par écrit l'association accréditée, que ses représentants sont prêts à rencontrer l'autre partie ou ses représentants pour la conclusion d'une convention collective.

(c) it could not, with all reasonable diligence, have been discovered in time.

However, a labour commissioner may correct *ex officio*, any decision or order in which there is an error in writing or calculation or any other clerical error."

**38.** Section 39*b* of the said Code, enacted by section 26 of chapter 47 of the statutes of 1969 and amended by section 23 of chapter 48 of the statutes of 1969, is again amended:

(a) by replacing the words "investigation commissioner" in the first line of the first paragraph and in the fourth and fifth lines of the second paragraph by the words "labour commissioner";

(b) by striking out the words "for cause" in the third line of the first paragraph.

**39.** Section 39*c* of the said Code, enacted by section 26 of chapter 47 of the statutes of 1969 and replaced by section 24 of chapter 48 of the statutes of 1969, is again replaced by the following:

« **39*c*.** The labour commissioner must render in writing and give the reasons on which he bases every decision terminating a case in matters of his jurisdiction and send forthwith to the labour commissioner-general the original of the decision which the latter shall file in his records.

The labour commissioner-general shall send forthwith a true copy of the decision to the parties."

**40.** Section 40 of the said Code, replaced by section 27 of chapter 47 of the statutes of 1969 and amended by section 25 of chapter 48 of the statutes of 1969, is again replaced by the following:

« **40.** The certified association shall notify the employer in writing, or the latter shall notify the certified association in writing that its or his representatives are ready to meet the other party or its or his representatives for the purpose of making a collective agreement.

Une partie à une convention collective peut donner cet avis dans les quatre-vingt-dix jours précédant l'expiration de la convention, à moins qu'un autre délai n'y soit prévu.

L'association accréditée et l'employeur peuvent donner cet avis dans les quatre-vingt-dix jours précédant l'expiration d'une sentence arbitrale tenant lieu de convention collective.

« **40a.** La partie qui donne un avis en vertu de l'article 40 doit en envoyer une copie au ministre. Ce dernier informe sans délai les deux parties de la date où il a reçu une copie de cet avis.

« **40b.** Si aucun avis n'est donné suivant l'article 40, l'avis prévu audit article est réputé avoir été donné le jour de l'expiration de la convention collective ou de la sentence arbitrale en tenant lieu.

Si l'association de salariés nouvellement accréditée n'a pas donné un semblable avis, l'avis est réputé avoir été donné quatre-vingt-dix jours après la date d'obtention de l'accréditation.

Copie de l'avis est réputée avoir été reçue par le ministre le même jour où l'avis est réputé avoir été donné.

En tout temps, le tribunal peut, sur simple demande de tout salarié, déterminer la date d'expiration de la convention collective lorsque cette date n'y est pas clairement indiquée. À cet effet, la date du dépôt de la convention collective effectué selon l'article 60 doit servir de point de départ à son entrée en vigueur. »

**41.** Les articles 41 à 46 dudit code sont remplacés par les suivants:

« **41.** Dès qu'un avis a été donné suivant l'article 40 ou est réputé avoir été donné suivant l'article 40b, les négociations doivent commencer et se poursuivre avec diligence et bonne foi.

« **42.** À toute phase des négociations, l'une ou l'autre des parties peut demander au ministre de désigner un conciliateur pour les aider à effectuer une entente.

A party to a collective agreement may give such a notice within the ninety days preceding the expiration of the agreement, unless another delay is provided for therein.

The certified association and the employer may give such notice within the ninety days preceding the expiration of an arbitration award made in lieu of a collective agreement.

“**40a.** The party who sends a notice under section 40 must send copy thereof to the Minister. The latter shall immediately inform both parties of the date he received copy of such notice.

“**40b.** If no notice is given in accordance with section 40, the notice provided for in the said section is deemed to have been given on the day of the expiration of the collective agreement or of the arbitration award made in lieu of it.

If the newly certified association has not given such a notice, the notice is deemed to have been given ninety days after the date the association obtained certification.

Copie of the notice is deemed to have been received by the Minister on the same day the notice is deemed to have been given.

At all times, the Court may, on a mere request by any employee, determine the date of expiration of a collective agreement when such date is not clearly indicated. To that effect, the date of the filing of the collective agreement made in accordance with section 60 must serve as the starting point of its coming into force.”

**41.** Sections 41 to 46 of the said Code are replaced by the following:

“**41.** As soon as a notice has been given in accordance with section 40 or is deemed to have been given in accordance with section 40b, negotiations must be begun and carried on diligently and in good faith.

“**42.** At any stage of the negotiations, either of the parties may request the Minister to designate a conciliation officer to assist them in reaching an agreement.



Avis de cette demande doit être donné le même jour à l'autre partie.

Sur réception de cette demande, le ministre doit désigner un conciliateur.

« **43.** À toute phase des négociations, le ministre peut, sans que demande lui en ait été faite, désigner un conciliateur; il doit alors informer les parties de cette nomination.

« **44.** Les parties sont tenues d'assister à toute réunion où le conciliateur les convoque.

« **45.** Le conciliateur fait rapport au ministre à la demande de ce dernier.

« **46.** Le droit à la grève ou au lock-out est acquis quatre-vingt-dix jours après la réception par le ministre de la copie de l'avis qui lui a été transmise suivant l'article 40a ou qu'il est réputé avoir reçue suivant l'article 40b, à moins qu'une convention collective ne soit intervenue entre les parties ou à moins que celles-ci ne décident d'un commun accord de soumettre leur différend à un conseil d'arbitrage. »

**42.** L'article 47 dudit code modifié par l'article 28 du chapitre 47 des lois de 1969, est remplacé par le suivant:

« **47.** À compter du dépôt d'une requête en accréditation d'une association, ou à compter de l'avis de négociation prévu aux articles 40 et 40b s'il s'agit d'une association déjà accréditée, et tant que le droit au lock-out n'est pas acquis, un employeur ne doit pas sans le consentement écrit de l'association requérante ou accréditée, selon le cas, ou une sentence arbitrale, modifier les conditions de travail de ses salariés et il est tenu, s'il est alors lié par une convention collective, de continuer à s'y conformer. »

**43.** L'article 49 dudit code, modifié par l'article 29 du chapitre 47 des lois de 1969, est de nouveau modifié en remplaçant, dans les deux dernières lignes, les mots « commissaire-enquêteur en chef »

Notice of such request must be given to the other party, on the same day.

Upon receiving such request, the Minister must designate a conciliation officer.

“**43.** At any stage of the negotiations, the Minister may, without having received a request to that effect, designate a conciliation officer; he must then inform the parties of such appointment.

“**44.** The parties are bound to attend any meeting to which the conciliation officer calls them.

“**45.** The conciliation officer shall make a report to the Minister if he so requests.

“**46.** The right to strike or to a lock-out shall be acquired ninety days after reception by the Minister of a copy of the notice sent to him in accordance with section 40a or which he is deemed to have received in accordance with section 40b, unless a collective agreement has intervened between the parties or unless they, by mutual consent, decide to submit their dispute to a council of arbitration.”

**42.** Section 47 of the said Code, amended by section 28 of chapter 47 of the statutes of 1969, is replaced by the following:

“**47.** From the filing of a petition for certification of an association or, from the notice of negotiation provided for in sections 40 and 40b in the case of an association already certified and as long as the right to a lock-out is not acquired, no employer shall without the written consent of the petitioning or certified association, as the case may be, or an arbitration award, change the conditions of employment of his employees and he must, if he is then bound by a collective agreement, continue to comply therewith.”

**43.** Section 49 of the said Code, amended by section 29 of chapter 47 of the statutes of 1969, is again amended by replacing the words “chief investigation commissioner” in the last line by the

par les mots « commissaire général du travail ».

**44.** Ledit code est modifié en insérant, après l'article 49, le suivant :

« **49a.** Dans le cas d'une exploitation forestière, une association accréditée est subrogée de plein droit dans tous les droits et obligations résultant d'une convention collective en vigueur conclue par une autre association, y compris le précompte des cotisations syndicales. Cependant, elle ne peut mettre fin à cette convention collective ou la déclarer non avenue. »

**45.** L'article 50 dudit code est modifié en remplaçant le deuxième alinéa par le suivant :

« Toute disposition qui a pour effet d'obliger un employeur à renvoyer un salarié pour la seule raison que l'association accréditée a refusé ou différé d'admettre ce salarié comme membre ou l'a suspendu ou exclu de ses rangs est réputée non écrite, sauf s'il s'agit du cas d'un salarié qui a participé à une activité contre cette association ou pour le compte d'une association rivale à l'instigation ou avec l'aide directe ou indirecte de son employeur ou d'une personne agissant pour ce dernier. »

**46.** L'article 51 dudit code est abrogé.

**47.** L'article 60 dudit code, remplacé par l'article 32 du chapitre 47 des lois de 1969 et par l'article 27 du chapitre 48 des lois de 1969, est modifié :

a) en remplaçant, dans la troisième ligne du premier alinéa, les mots « commissaire-enquêteur en chef » par les mots « commissaire général du travail » ;

b) en insérant après le premier alinéa le suivant :

« Le commissaire général du travail peut, par règlement, modifier le nombre d'exemplaires ou de copies conformes à déposer suivant l'alinéa précédent ; il peut, de la même manière, établir les modalités particulières pour le dépôt d'une convention collective applicable à plusieurs em-

words "labour commissioner-general".

**44.** The said Code is amended by inserting after section 49, the following :

« **49a.** In the case of a logging operation, a certified association is subrogated of right in all the rights and obligations arising from a collective agreement in force made by another association, including the deductions of union contributions. However, it may terminate such collective agreement or declare it void. »

**45.** Section 50 of the said Code is amended by replacing the second paragraph by the following :

« Any provision having for effect to require an employer to dismiss an employee for the sole reason that the certified association has refused or deferred his admission as a member, has suspended his membership or excluded him from the association is deemed not written, except in the case of an employee who has participated in an activity against such association or for the account of a rival association at the instigation or with the direct or indirect assistance of his employer or a person acting on behalf of the employer. »

**46.** Section 51 of the said Code is repealed.

**47.** Section 60 of the said Code, replaced by section 32 of chapter 47 of the statutes of 1969 and by section 27 of chapter 48 of the statutes of 1969, is amended :

(a) by replacing the words "chief investigation commissioner" in the third line of the first paragraph by the words "labour commissioner-general" ;

(b) by inserting, after the first paragraph, the following :

« The labour commissioner-general may, by regulation, change the number of exemplars or true copies to be filed in accordance with the preceding paragraph ; he may, in the same manner, establish the particular terms and conditions for the filing of a collective agreement applicable

ployeurs ou à plusieurs associations accréditées.»;

c) en remplaçant le troisième alinéa par le suivant:

« La partie qui fait ce dépôt doit indiquer le nombre de salariés régis par la convention collective et se conformer aux autres dispositions réglementaires établies à cet effet. »

**48.** L'article 61 dudit code, modifié par l'article 33 du chapitre 47 des lois de 1969, est de nouveau modifié en remplaçant, dans la huitième ligne, le mot « soixante » par le mot « quatre-vingt-dix ».

**49.** L'article 88 dudit code, remplacé par l'article 36 du chapitre 47 des lois de 1969 et par l'article 28 du chapitre 48 des lois de 1969, est modifié:

a) en remplaçant, dans la quatrième et dans la cinquième ligne, les mots « les parties » par les mots « l'association accréditée et l'employeur »;

b) en remplaçant, dans les cinquième et sixième lignes de la version anglaise, les mots « arbitration officer » par le mot « arbitrator ».

**50.** Ledit code est modifié en insérant, après l'article 88, le suivant:

« **88a.** Pendant la durée d'une convention collective, toute mésentente autre qu'un grief au sens de l'article 1 ne peut être réglée que de la façon prévue à la convention et dans la mesure où celle-ci y pourvoit. »

**51.** L'article 89 dudit code est remplacé par le suivant:

« **89.** L'arbitre des griefs ou le président de la commission d'arbitrage des griefs ne doit avoir aucun intérêt dans un grief qui lui est soumis, ni avoir agi à titre d'agent d'affaires, de procureur, de conseiller ou de représentant d'une des parties dans la négociation de la convention collective donnant ouverture au grief, dans l'application de cette convention ou dans la négociation de son renouvellement. »

to several employers or several certified associations.”;

(c) by replacing the third paragraph by the following:

“The party so filing must indicate the number of employees governed by the collective agreement and comply with the regulatory provisions established to that effect.”

**48.** Section 61 of the said Code, amended by section 33 of chapter 47 of the statutes of 1969, is again amended by replacing the word “sixty” in the eighth line by the word “ninety”.

**49.** Section 88 of the said Code, replaced by section 36 of chapter 47 of the statutes of 1969 and by section 28 of chapter 48 of the statutes of 1969, is amended:

(a) by replacing the word “parties” in the fourth line and in the sixth line by the words “certified association and the employer”;

(b) by replacing the words “arbitration officer” in the fifth and sixth lines of the English text by the word “arbitrator”.

**50.** The said Code is amended by inserting, after section 88, the following:

“**88a.** During the term of a collective agreement, any disagreement other than a grievance within the meaning of section 1 shall not be settled except in the manner provided in the agreement and to the extent that the agreement so provides.”

**51.** Section 89 of the said Code is replaced by the following:

“**89.** The arbitrator on grievances or the chairman of the arbitration board on grievances must not have any interest in a grievance submitted to him, nor shall he have acted as business agent, attorney, advisor or representative of any of the parties to the negotiation of the collective agreement from which the grievance arises, in the application of such agreement or in the negotiation for its renewal.”

**52.** Ledit code est modifié en insérant, après l'article 89, les suivants :

**52.** The said Code is amended by inserting, after section 89, the following :

« **89a.** L'arbitre des griefs ou le président de la commission d'arbitrage des griefs qui connaît cause valable de récusation en sa personne est tenu, sans attendre qu'elle soit proposée, de la déclarer par écrit versé au dossier.

“**89a.** The arbitrator on grievances or the chairman of the arbitration board on grievances who is aware of a ground of recusation to which he is liable is bound, without waiting until it is invoked, to make and file in the record a written declaration of it.

La partie qui sait cause de récusation contre l'arbitre des griefs ou le président de la commission d'arbitrage des griefs doit faire de même sans délai.

A party who is aware of a ground of recusation against the arbitrator on grievances or the chairman of the arbitration board on grievances must do the same, without delay.

Les parties peuvent renoncer par écrit versé au dossier à leur droit de récusation, mais celui en qui existe cause de récusation peut s'abstenir de siéger même si la récusation n'est pas proposée.

The parties may renounce, by written declaration filed in the record, their right to recuse, but he who is subject to a ground of recusation may refuse to sit, even if recusation is not proposed.

« **89b.** Une partie peut adresser au tribunal de Montréal ou de Québec une requête en récusation, avec avis de trois jours signifié à l'autre partie et à la personne dont on demande la récusation. À l'expiration de ce délai, un juge du tribunal décide de la requête à moins que la personne dont on demande la récusation n'ait consenti à se récuser par un écrit versé au greffe du tribunal.

“**89b.** A party may present to the Court at Montreal or Québec a motion of recusation, with notification of three days served upon the other party and the person whose recusation is requested. At the expiry of such delay, a judge of the Court shall decide as to the motion unless the person whose recusation is requested has consented by a written declaration filed in the office of the Court, to recuse himself.

Depuis la signification de la requête en récusation et jusqu'à ce qu'il en soit décidé, l'arbitre des griefs ou le président de la commission d'arbitrage des griefs doit suspendre l'enquête sur le grief dont il est saisi.

From the service of the motion of recusation and until it has been decided, the arbitrator on grievances or the chairman of the arbitration board on grievances must suspend the investigation on the grievance of which he is seized.

Si la récusation est jugée valable, l'arbitre des griefs ou le président de la commission d'arbitrage des griefs est aussitôt dessaisi de ce grief; si elle est jugée non valable, l'arbitre des griefs ou le président de la commission d'arbitrage des griefs peut également refuser d'entendre ce grief.

If the recusation is maintained, the arbitrator on grievances or the chairman of the arbitration board on grievances shall be immediately disseized of such grievance; if it is dismissed, the arbitrator on grievances or the chairman of the arbitration board on grievances may also refuse to hear such grievance.

Toute vacance créée par le retrait volontaire ou par la récusation prononcée par le tribunal est remplie suivant la procédure établie pour la nomination initiale.

Any vacancy created by the voluntary withdrawal or by the recusation pronounced by the Court shall be filled in accordance with the procedure laid down for the original appointment.

« **89c.** Aucune personne agissant à titre d'arbitre des griefs ou de membre de la commission d'arbitrage des griefs ne peut être poursuivie en justice en raison

“**89c.** No person acting as arbitrator on grievances or as a member of the arbitration board on grievances may be prosecuted for official acts accomplished in good

d'actes officiels accomplis de bonne foi dans l'exercice de ses fonctions. »

**53.** L'article 90 dudit code est remplacé par le suivant:

« **90.** L'arbitre des griefs ou la commission d'arbitrage des griefs doit procéder en toute diligence à l'instruction du grief et, sauf disposition contraire de la convention collective, selon la procédure et le mode de preuve qu'il juge appropriés. Dans tous les cas, il doit donner aux parties signataires l'occasion d'être entendues. »

**54.** Ledit code est modifié en insérant, après l'article 90, les suivants:

« **90a.** À la demande d'une partie, l'arbitre des griefs ou la commission d'arbitrage des griefs peut, s'il le juge utile, assigner par écrit des témoins.

Une personne ainsi assignée qui refuse de comparaître ou de témoigner peut y être contrainte et être condamnée selon la Loi des poursuites sommaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 35).

Le témoin assigné a droit à la même taxe que les témoins en Cour supérieure et au remboursement des frais de déplacement et de séjour encourus à cette fin. Cette taxe est payable par la partie qui a proposé cette assignation, mais la personne qui bénéficie de son salaire durant cette période n'a droit qu'au remboursement des frais de déplacement et de séjour.

L'arbitre des griefs ou le président de la commission d'arbitrage des griefs peut exiger et recevoir le serment ou l'affirmation solennelle d'un témoin qui bénéficie alors de l'immunité prévue au deuxième alinéa de l'article 11 de la Loi des commissions d'enquête (Statuts refondus, 1964, chapitre 11).

« **90b.** À la demande de l'une des parties, l'arbitre des griefs ou la commission d'arbitrage des griefs peut, s'il le croit utile, visiter les lieux de travail qui se rapportent au grief dont il est saisi.

faith in the performance of his duties." »

**53.** Section 90 of the said Code is replaced by the following:

« **90.** The arbitrator on grievances or the arbitration board on grievances shall proceed with all dispatch with the inquiry into the grievance and, unless otherwise provided in the collective agreement, in accordance with such procedure and mode of proof as he or it deems appropriate. In all cases, he or it must give the parties who have signed it an opportunity to be heard." »

**54.** The said Code is amended by inserting, after section 90, the following:

« **90a.** Upon application of any of the parties, the arbitrator on grievances or the arbitration board on grievances may, if he or it considers it necessary, summon witnesses in writing.

A person so summoned who refuses to appear or testify may be compelled to do so and sentenced in accordance with the Summary Convictions Act (Revised Statutes, 1964, chapter 35).

A summoned witness shall be entitled to the same taxation as witnesses before the Superior Court and to the reimbursement of travelling and living expenses incurred for such purpose. Such taxation shall be payable by the party who proposed such summons, but the person who receives his salary during such period is entitled only to the reimbursement of travelling and living expenses.

The arbitrator on grievances or the chairman of the arbitration board on grievances may require from and administer the oath or solemn affirmation of a witness then under the immunity provided for in the second paragraph of section 11 of the Public Inquiry Commission Act (Revised Statutes, 1964, chapter 11).

« **90b.** Upon request of any of the parties, the arbitrator on grievances or the arbitration board on grievances may, if he or it considers it necessary, visit the place of work relating to the grievance he or it is seized of.

Si la demande est accueillie, l'arbitre des griefs ou le président de la commission d'arbitrage des griefs doit inviter les parties à l'accompagner.

À l'occasion d'une visite des lieux de travail, l'arbitre des griefs ou le président de la commission d'arbitrage des griefs peut examiner tout bien meuble ou immeuble. Il peut aussi à cette occasion, si les parties présentes y consentent, interroger les personnes qui s'y trouvent.

« **90c.** A moins que la convention collective ne contienne une disposition contraire, l'arbitre des griefs ou la commission d'arbitrage des griefs doit rendre une décision à partir de la seule preuve recueillie à l'enquête.

« **90d.** À moins que la convention collective ne contienne une disposition contraire, l'arbitre des griefs ou la commission d'arbitrage des griefs peut en matière disciplinaire casser ou modifier la décision de l'employeur et rendre toute ordonnance complémentaire jugée nécessaire en raison d'un tel changement.

« **90e.** En tout temps, les parties peuvent s'entendre sur l'une des questions faisant l'objet du grief; un tel accord lie l'arbitre des griefs ou la commission d'arbitrage des griefs.

L'accord est consigné à la décision arbitrale qui ne peut alors porter sur ce point.

« **90f.** Toute décision de la commission d'arbitrage des griefs doit être prise à la majorité des voix. À défaut de majorité et à moins que la convention collective n'établisse une règle différente, la décision du président constitue la décision de la commission d'arbitrage des griefs.

« **90g.** La décision arbitrale doit être motivée et rendue par écrit. Elle doit être signée par chacun des membres de la commission d'arbitrage des griefs. Si un membre refuse ou néglige de signer, le président de la commission d'arbitrage des griefs doit en faire mention à la décision et celle-ci a le même effet que si elle avait été signée par tous.

If the request is accepted, the arbitrator on grievances or the chairman of the arbitration board on grievances shall invite the parties to accompany him.

When visiting the place of work, the arbitrator on grievances or the chairman of the arbitration board on grievances may examine any moveable or immovable property. He may also on such visit, if the parties present assent to it, interrogate the persons who are there.

“**90c.** Unless the collective agreement provides to the contrary, the arbitrator on grievances or the arbitration board on grievances shall render a decision based solely on the evidence collected at the inquiry.

“**90d.** Unless the collective agreement provides to the contrary, the arbitrator on grievances or the arbitration board on grievances may, in disciplinary matters, set aside or amend the decision of the employer and make any complementary order deemed necessary for such change.

“**90e.** At any time, the parties may agree upon one of the matters forming the grievance; such an agreement shall bind the arbitrator on grievances or the arbitration board on grievances.

The agreement shall be recorded in the arbitration decision which shall then not deal with such matter.

“**90f.** Every decision of the arbitration board on grievances must be made by a majority vote. Failing such majority and unless the collective agreement establishes a different rule, the decision of the chairman shall be the decision of the arbitration board on grievances.

“**90g.** The arbitration decision must state the grounds on which it is based and be rendered in writing. It must be signed by each member of the arbitration board on grievances. If a member refuses or neglects to sign, the chairman of the arbitration board on grievances must mention it in the decision and the latter shall have the same effect as if it had been signed by all the members.

Un membre dissident peut, dans un texte distinct de la décision arbitrale, exposer ses motifs.

« **90h.** À défaut d'un délai fixé à la convention collective, la commission d'arbitrage des griefs ou l'arbitre des griefs doit rendre sa décision dans les 60 jours de la nomination du président ou de l'arbitre des griefs à moins que les parties consentent au préalable et par écrit à accorder un délai supplémentaire d'un nombre de jours précis.

Au-delà de cette période, le tribunal peut, sur requête d'une partie, rendre l'ordonnance qu'il juge nécessaire pour qu'une telle décision soit rendue dans les meilleurs délais et soit déposée.

« **90i.** La décision arbitrale est sans appel et lie les parties. L'arbitre des griefs ou le président de la commission d'arbitrage des griefs doit déposer la décision en deux exemplaires ou copies conformes à l'original au bureau du commissaire général du travail et transmettre en même temps une copie de la décision à chacune des parties. La décision arbitrale prend effet dès son dépôt.

À défaut par l'arbitre des griefs ou par le président de la commission d'arbitrage des griefs de déposer la décision ou de la transmettre aux parties, le tribunal peut, sur requête d'une partie, rendre l'ordonnance qu'il juge nécessaire pour que la décision soit déposée ou transmise aux parties dans les meilleurs délais.

« **90j.** Le commissaire général du travail ou une personne dûment autorisée par lui peut certifier conforme toute décision arbitrale qui a été déposée selon l'article 90i.

« **90k.** Sur présentation au bureau du protonotaire de la Cour supérieure du district du lieu de l'entreprise en cause d'une copie authentique de la décision arbitrale, la cour peut, sur requête de l'association accréditée, de l'employeur ou de l'intéressé, homologuer la décision avec dépens contre l'intimé; la décision devient alors exécutoire comme tout autre jugement. Durant les vacances judiciaires ou

A dissentient member may, in a text separate from the decision, give his reasons for dissent.

“**90h.** If no delay is fixed in the collective agreement, the arbitration board on grievances or the arbitrator on grievances must render its or his decision within 60 days of the appointment of the chairman or the arbitrator on grievances unless the parties previously consent in writing to grant an additional delay of a precise number of days.

Beyond such period, the Court may, upon petition of a party, make the order it deems necessary in order that such decision be rendered with the shortest possible delay and filed.

“**90i.** The arbitration decision shall be without appeal and shall bind the parties. The arbitrator on grievances or the chairman of the arbitration board on grievances shall file the decision in duplicate or in two copies true to the original, with the office of the labour commissioner-general and send, at the same time, a copy of the decision to each party. The arbitration decision shall have effect upon its filing.

If the arbitrator on grievances or the chairman of the arbitration board on grievances fails to file the decision or to send it to the parties, the Court may, upon petition of a party, make the order it deems necessary in order that such decision may be filed or sent to the parties with the shortest possible delay.

“**90j.** The labour commissioner-general or a person duly authorized by him may certify true any arbitration decision filed in accordance with section 90i.

“**90k.** Upon production at the office of the prothonotary of the Superior Court of the district where the undertaking concerned is located of an authentic copy of the arbitration decision, the court may, upon petition of the certified association, employer or interested person, homologate the decision, with costs at the expense of the defendant; the decision shall then become executory as any other judgment.

hors session, le juge de la cour a la même juridiction que la cour aux fins du présent article.

Le jugement homologuant la décision arbitrale est sans appel et la décision homologuée est exécutoire à l'expiration des quinze jours suivant la date du jugement. »

**55.** L'article 91 dudit code est modifié en remplaçant, dans la quatrième ligne, les mots « du tribunal » par les mots « de la commission ».

**56.** L'article 103 dudit code, remplacé par l'article 38 du chapitre 47 des lois de 1969 et par l'article 30 du chapitre 48 des lois de 1969, est modifié en remplaçant, dans la deuxième ligne et dans les troisième et quatrième lignes du paragraphe *a*, les mots « commissaire-enquêteur » et « commissaire-enquêteur en chef » par les mots « commissaire du travail » et « commissaire général du travail », respectivement.

**57.** L'article 104c dudit code, édicté par l'article 30 du chapitre 48 des lois de 1969 est modifié en remplaçant, dans les huitième et neuvième lignes, les mots « commissaire-enquêteur » par les mots « commissaire du travail ».

**58.** L'article 106 dudit code, remplacé par l'article 38 du chapitre 47 des lois de 1969 et par l'article 32 du chapitre 48 des lois de 1969, est modifié en remplaçant, dans la deuxième ligne, les mots « commissaire-enquêteur » par les mots « commissaire du travail ».

**59.** L'article 107 dudit code, remplacé par l'article 38 du chapitre 47 des lois de 1969 et modifié par l'article 33 du chapitre 48 des lois de 1969, est de nouveau modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

« **107.** La partie qui désire en appeler d'une décision d'un commissaire du travail doit en demander la permission à un juge désigné pour présider les audiences du tribunal, par requête signifiée aux autres

During judicial vacation or if the court is not sitting, the judge of the court shall have the same jurisdiction as the court for the purposes of this section.

The judgment homologating the arbitration decision shall be without appeal and the homologated decision shall be executory at the expiry of fifteen days following the date of the judgment."

**55.** Section 91 of the said Code is amended by replacing the word "court" in the fourth line by the word "board".

**56.** Section 103 of the said Code, replaced by section 38 of chapter 47 of the statutes of 1969 and by section 30 of chapter 48 of the statutes of 1969, is amended by replacing the words "an investigation commissioner" and "chief investigation commissioner" in the first, second, third and fourth lines of paragraph *a* by the words "a labour commissioner" and "labour commissioner-general", respectively.

**57.** Section 104c of the said Code, enacted by section 30 of chapter 48 of the statutes of 1969, is amended by replacing the words "an investigation commissioner" in the eighth line by the words "a labour commissioner".

**58.** Section 106 of the said Code, replaced by section 38 of chapter 47 of the statutes of 1969 and by section 32 of chapter 48 of the statutes of 1969, is amended by replacing the words "an investigation commissioner" in the second and third lines by the words "a labour commissioner".

**59.** Section 107 of the said Code, replaced by section 38 of chapter 47 of the statutes of 1969 and amended by section 33 of chapter 48 of the statutes of 1969, is again amended by replacing the first paragraph by the following:

"**107.** The party wishing to appeal from a decision of a labour commissioner must apply for leave therefor from a judge designated to preside over the hearings of the Court, by motion served upon the



parties intéressées et produite au greffe du tribunal dans les dix jours de la mise à la poste par courrier recommandé de la décision du commissaire du travail ou de sa signification par un enquêteur ou une autre personne. L'appelant doit également signifier cette requête au commissaire général du travail. Ce dernier doit transmettre immédiatement au tribunal le dossier de l'enquête et, sur demande, une copie à chacune des parties. Le commissaire général du travail transmet exclusivement au tribunal toute pièce ou document qui identifie l'appartenance d'un salarié à une association et toute liste des membres des associations en cause qu'il a en sa possession. »

**60.** L'article 108 dudit code, remplacé par l'article 38 du chapitre 47 des lois de 1969, est modifié en remplaçant dans les septième et huitième lignes les mots « commissaire-enquêteur en chef » par les mots « commissaire général du travail ».

**61.** L'article 115 dudit code, remplacé par l'article 38 du chapitre 47 des lois de 1969 et par l'article 34 du chapitre 48 des lois de 1969, est modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant :

« **115.** Le commissaire général du travail, après consultation du Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre, peut faire tout règlement qu'il juge approprié pour donner effet aux dispositions du présent code dans les matières de son ressort ou du ressort des commissaires du travail ou des enquêteurs, et en particulier pour :

a) la délivrance du permis prévu aux articles 8 et 9;

b) pourvoir à un régime d'accréditation approprié au caractère temporaire et saisonnier des exploitations forestières et des industries de la pêche et de la préparation du poisson et en particulier pour modifier le délai prévu au paragraphe d de l'article 21;

c) modifier le nombre d'exemplaires ou de copies conformes à déposer suivant l'article 60 et établir la procédure à suivre pour ce dépôt et les renseignements que

other interested parties and filed in the office of the Court within ten days of the mailing, by registered mail, of the decision of the labour commissioner or of its service by an investigator or another person. The appellant must also serve such motion upon the labour commissioner-general. The latter must send the record of the investigation to the Court forthwith and, upon request, a copy to each party. The labour commissioner-general shall send exclusively to the Court any exhibit or document which identifies the membership of an employee in an association and any list of members of the associations concerned which he has in his possession."

**60.** Section 108 of the said Code, replaced by section 38 of chapter 47 of the statutes of 1969, is amended by replacing the words "chief investigation commissioner" in the seventh line by the words "labour commissioner-general".

**61.** Section 115 of the said Code, replaced by section 38 of chapter 47 of the statutes of 1969 and by section 34 of chapter 48 of the statutes of 1969, is amended by replacing the first paragraph by the following:

“ **115.** After consultation with the Advisory Council on Labour and Manpower, the labour commissioner-general may make any regulation he deems proper to give effect to the provisions of this Code in matters within his jurisdiction or within the jurisdiction of the labour commissioners or the investigators, and in particular:

(a) for the issue of the permit provided for in section 8 or 9;

(b) to provide for a certification system suitable to the temporary and seasonal nature of logging operations and fishing and fish preparation industries and in particular to amend the delay provided for in paragraph d of section 21;

(c) to amend the number of duplicates or true copies to be filed in accordance with section 60 and to establish the procedure to be followed for such filing and

les parties doivent lui fournir à cette occasion;

d) établir des modalités particulières pour le dépôt d'une convention collective applicable à plusieurs employeurs ou à plusieurs associations accréditées;

e) établir la procédure à suivre pour le dépôt d'une décision arbitrale et les renseignements que l'arbitre des griefs ou la commission d'arbitrage des griefs doit fournir sur la durée des étapes de la procédure suivie pour l'arbitrage. »

**62.** Ledit code est modifié en insérant, après l'article 115, le chapitre et les articles suivants:

## « CHAPITRE VI B

### « USAGE DE LA LANGUE FRANÇAISE

« **115a.** La négociation d'une convention collective, les pièces et documents spécialement préparés à cet effet et la convention collective intervenue entre les parties de même que l'arbitrage d'un différend et la décision du conseil d'arbitrage doivent être faits en français, sauf si l'association accréditée indique son désir d'utiliser l'anglais. Dans ce dernier cas, la convention collective doit être aussi rédigée en français.

Cependant, lorsque plusieurs associations accréditées doivent négocier ensemble, que l'une veut négocier en français et l'autre en anglais, on procède uniquement en français.

« **115b.** La convention collective déposée doit être en français. Lorsque l'association accréditée a indiqué son désir d'utiliser l'anglais, la convention collective déposée doit être soit en français et en anglais, soit en français seulement.

« **115c.** L'association accréditée doit informer par écrit l'employeur de son désir d'utiliser l'anglais pour la négociation d'une convention collective en même temps qu'elle lui donne l'avis prévu à l'article 40.

Elle doit transmettre dans chaque cas une copie de cet avis d'intention au ministre.

the information which the parties must furnish him on such occasion;

(d) to determine the terms and conditions particular to the filing of a collective agreement applicable to several employers or to several certified associations;

(e) to establish the procedure to be followed for the filing of an arbitration decision and the information which the arbitrator on grievances or the arbitration board on grievances must furnish on the delay for each step of the procedure followed for arbitration."

**62.** The said Code is amended by inserting after section 115 the following chapter and sections:

## "CHAPTER VI B

### "USE OF THE FRENCH LANGUAGE

"**115a.** The negotiation of a collective agreement, the exhibits and documents specially prepared for such purpose and the collective agreement entered into by the parties and the arbitration of a dispute and the decision of the council of arbitration must be in French, unless the certified association indicates its wish to use English. In the latter case, the collective agreement must also be drawn up in French.

However, when several certified associations are to negotiate in common, that if one wishes to negotiate in French and the other in English, the negotiations shall be carried on in French only.

"**115b.** The collective agreement filed must be in French. When the certified association has indicated its wish to use English, the collective agreement filed must be either in French and English, or in French only.

"**115c.** The certified association shall notify the employer in writing of its wish to use English to negotiate the collective agreement at the same time as it gives the notice provided for in section 40.

In each case, it shall send a copy of such notice of intention to the Minister.

« **115d.** Un salarié peut toujours formuler un grief en français ou en anglais. Cependant, toute réponse à un grief à chacune des étapes de la procédure prévue à la convention collective, l'audition devant l'arbitre des griefs ou la commission d'arbitrage des griefs, les pièces et documents spécialement préparés à cet effet et la décision arbitrale doivent être faits en français, sauf si l'association accréditée indique son désir d'utiliser l'anglais.

La présente disposition ne s'applique pas aux témoins ou aux experts qui peuvent être entendus en ces occasions.

« **115e.** La décision déposée par l'arbitre des griefs ou par la commission d'arbitrage des griefs doit être en français. Lorsque l'association accréditée a indiqué son désir d'utiliser l'anglais, la décision déposée doit être soit en français et en anglais, soit en français seulement.

« **115f.** L'association accréditée doit informer par écrit l'employeur de son désir d'utiliser l'anglais pour le règlement d'un grief au moment où elle prend en main ce grief.

« **115g.** Le premier alinéa de l'article 134 ne s'applique pas aux actes de procédure, aux réponses ou aux actes faits à l'encontre du présent chapitre.

Le tribunal peut, à la requête de tout intéressé, prononcer la nullité de tout acte de procédure, de toute décision ou de tout document qui ne répond pas aux exigences du présent chapitre. »

**63.** L'article 121 dudit code, remplacé par l'article 39 du chapitre 47 des lois de 1969, est modifié:

a) en remplaçant, dans la sixième ligne, les mots « un tribunal » par les mots « une commission »;

b) en remplaçant, dans la sixième ligne de la version anglaise, les mots « arbitration officer » par les mots « arbitrator on grievances »;

c) en remplaçant, dans les septième et huitième lignes, les mots « commissaire-enquêteur » par les mots « commissaire du travail »;

“**115d.** An employee may, however, lodge a grievance in French or in English. Nevertheless, every answer to a grievance at each step of the procedure provided for in the collective agreement, the hearing before the arbitrator on grievances or the arbitration board on grievances, the exhibits and documents specially prepared for such purpose and the arbitration decision must be in French, unless the certified association indicates its wish to use English.

This provision does not apply to witnesses or experts who may be heard upon such occasions.

“**115e.** The decision filed by the arbitrator on grievances or by the arbitration board on grievances must be in French. When the certified association has indicated its wish to use English, the decision filed must be either in French and English, or in French only.

“**115f.** The certified association must give notice in writing to the employer of its wish to use English for the settlement of a grievance when it takes such grievance in hand.

“**115g.** The first paragraph of section 134 does not apply to acts of procedure, answers or acts contrary to this chapter.

The Court may, upon the petition of any interested party, declare null any act of procedure, decision or document which does not meet the requirements of this chapter.”

**63.** Section 121 of the said Code, replaced by section 39 of chapter 47 of the statutes of 1969, is amended:

(a) by replacing the word “court” in the sixth line by the word “board”;

(b) by replacing the words “arbitration officer” in the sixth line of the English text by the words “arbitrator on grievances”;

(c) by replacing the words “investigation commissioner” in the seventh line by the words “labour commissioner”;

d) en remplaçant, dans la neuvième ligne, les mots « de procédures » par les mots « d'actes de procédure ».

**64.** L'article 126 dudit code, modifié par l'article 40 du chapitre 47 des lois de 1969, est de nouveau modifié:

a) en remplaçant les mots « commissaire-enquêteur » par les mots « commissaire du travail »;

b) en remplaçant les mots « vingt-cinq à cent dollars et de cent à mille » par les mots « cent à cinq cents dollars et de mille à cinq mille ».

**65.** Ledit code est modifié en insérant, après l'article 129, le suivant:

« **129a.** L'employeur qui n'exécute pas l'ordonnance de réintégration rendue en vertu de l'article 14 commet une infraction et est passible d'une amende de \$500 par jour de retard, en sus du paiement de l'indemnité au salarié en vertu de l'article 14. »

**66.** L'article 131 dudit code, remplacé par l'article 42 du chapitre 47 des lois de 1969 et modifié par l'article 35 du chapitre 48 des lois de 1969, est de nouveau modifié en remplaçant les deux dernières lignes du premier alinéa par les mots « le procureur général, le commissaire général du travail ou une partie intéressée. »

**67.** L'article 134 dudit code, modifié par l'article 36 du chapitre 48 des lois de 1969, est de nouveau modifié:

a) en remplaçant dans les première et deuxième lignes du deuxième alinéa, les mots « commissaire-enquêteur en chef » par les mots « commissaire général du travail » et dans les deuxième et troisième lignes du même alinéa, les mots « commissaire-enquêteur » par les mots « commissaire du travail »;

b) en retranchant le troisième alinéa.

**68.** Ledit code est modifié en insérant, après l'article 134, le suivant:

(d) by replacing the word "proceeding" in the eighth and ninth lines by the words "act of procedure".

**64.** Section 126 of the said Code, amended by section 40 of chapter 47 of the statutes of 1969, is again amended:

(a) by replacing the words "investigation commissioner" by the words "labour commissioner";

(b) by replacing the words "twenty-five to one hundred dollars and of one hundred to one thousand" by the words "one hundred to five hundred dollars and of one thousand to five thousand".

**65.** The said Code is amended by inserting after section 129 the following:

"**129a.** The employer who does not comply with the order of reinstatement made under section 14 is guilty of an offence and is liable to a fine of \$500 dollars for each day during which the offence continues, in addition to the payment of the indemnity to the employee under section 14."

**66.** Section 131 of the said Code, replaced by section 42 of chapter 47 of the statutes of 1969 and amended by section 35 of chapter 48 of the statutes of 1969, is again amended by replacing the words "chief investigation commissioner or by any" in the second and third lines of the first paragraph by the words "Attorney-General, the labour commissioner-general or an".

**67.** Section 134 of the said Code, amended by section 36 of chapter 48 of the statutes of 1969, is again amended:

(a) by replacing the words "chief investigation commissioner" in the first and second lines of the second paragraph by the words "labour commissioner-general", and the words "an investigation commissioner" in the second and third lines of the same paragraph by the words "a labour commissioner";

(b) by striking out the third paragraph.

**68.** The said Code is amended by inserting after section 134 the following:

« **134a.** Aux fins du présent code :

a) les jours non juridiques sont ceux qui sont déclarés tels dans le Code de procédure civile;

b) si la date fixée pour faire une chose tombe un jour non juridique, la chose peut être valablement faite le premier jour juridique suivant;

c) dans la computation de tout délai fixé par le présent code ou imparti en vertu de quelqu'une de ses dispositions, y compris un délai d'appel :

1. le jour qui marque le point de départ n'est pas compté, mais celui de l'échéance l'est;

2. les jours non juridiques sont comptés, mais lorsque le dernier jour est non juridique, le délai est prorogé au premier jour juridique suivant;

3. le samedi est assimilé à un jour non juridique de même que le 2 janvier et le 26 décembre;

d) les samedis, les jours non juridiques, les 2 janvier et 26 décembre ne sont pas comptés dans la computation de tout délai fixé par le présent code pour faire une chose, lorsque ce délai n'excède pas dix jours. »

**69.** L'article 136a dudit code, édicté par l'article 37 du chapitre 48 des lois de 1969, est modifié en remplaçant, partout où ils s'y rencontrent, les mots « commissaire-enquêteur en chef » par les mots « commissaire général du travail » et les mots « commissaire-enquêteur » par les mots « commissaire du travail ».

**70.** L'article 136b dudit code, édicté par l'article 37 du chapitre 48 des lois de 1969, est modifié en remplaçant, dans les première et deuxième lignes, les mots « commissaire-enquêteur en chef » par les mots « commissaire général du travail ».

**71.** L'article 140c dudit code, édicté par l'article 39 du chapitre 48 des lois de 1969, est modifié en remplaçant, dans les cinquième, sixième et septième lignes, les mots « un commissaire-enquêteur, le commissaire-enquêteur en chef » par les mots « un commissaire du travail, le commissaire général du travail ».

“**134a.** For the purposes of this Code :

(a) non-juridical days are those declared such in the Code of Civil Procedure;

(b) if the date fixed for doing anything falls on a non-juridical day, such thing may validly be done on the next following juridical day;

(c) in computing any delay fixed by this Code or any of its provisions, including the delays for appeal :

1. the day which marks the start of the delay is not counted, but the terminal day is counted;

2. non-juridical days are counted, but when the last day is a non-juridical day, the delay is extended to the next following juridical day;

3. Saturday is considered a non-juridical day, as are 2 January and 26 December;

(d) Saturdays, non-juridical days, 2 January and 26 December are not counted in computing any delay fixed by this Code to do anything, when such delay does not exceed ten days.”

**69.** Section 136a of the said Code, enacted by section 37 of chapter 48 of the statutes of 1969, is amended by replacing, wherever they appear, the words “chief investigation commissioner” by the words “labour commissioner-general” and the words “investigation commissioner” by the words “labour commissioner”.

**70.** Section 136b of the said Code, enacted by section 37 of chapter 48 of the statutes of 1969, is amended by replacing the words “chief investigation commissioner” in the first and second lines, by the words “labour commissioner general”.

**71.** Section 140c of the said Code, enacted by section 39 of chapter 48 of the statutes of 1969, is amended by replacing the words “an investigation commissioner, the chief investigation-commissioner” in the fourth, fifth and sixth lines by the words “a labour commissioner, the labour commissioner-general”.

**72.** Les articles 40 à 46 dudit code, tels qu'ils se lisaient avant leur modification par les articles 23 et 24 de la présente loi, continuent de s'appliquer aux négociations commencées avant l'entrée en vigueur de la présente loi.

Aux fins du présent article, les négociations sont réputées avoir commencé le jour de la première rencontre des parties.

**73.** Les articles 88 à 90 dudit code, tels qu'ils se lisaient avant leur modification par les articles 29 à 33 de la présente loi, continuent de s'appliquer dans le cas d'un grief dont l'audition était commencée avant l'entrée en vigueur de la présente loi.

Aux fins du présent article, l'audition d'un grief est présumée avoir commencé le jour de la première séance d'arbitrage du grief.

**74.** Dans toute loi ou proclamation, arrêté en conseil, contrat ou document, les mots « commissaire-enquêteur en chef » et « commissaire-enquêteur » désignent, respectivement, le « commissaire général du travail » et un « commissaire du travail ».

**75.** La Loi du ministère du travail et de la main-d'oeuvre (1968, chapitre 43) est modifiée en insérant, après l'article 3, le suivant :

« **3a.** En tout temps, le ministre peut désigner une personne pour favoriser l'établissement ou le maintien de bonnes relations entre un employeur et ses salariés ou l'association qui les représente. Cette personne fait rapport au ministre sur demande. »

**76.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

**72.** Sections 40 to 46 of the said Code, as they read before their amendment by sections 23 and 24 of this act shall continue to apply to negotiations that have begun before the coming into force of this act.

For the purposes of this section, negotiations shall be deemed to have begun on the day of the first meeting of the parties.

**73.** Sections 88 to 90 of the said Code, as they read before their amendment by sections 29 to 33 of this act shall continue to apply in the case of a grievance the hearing of which had started before the coming into force of this act.

For the purposes of this section, the hearing of a grievance is presumed to have begun on the day of the first sitting on arbitration of the grievance.

**74.** In any act or proclamation, order in council, contract or document, the words "chief investigation commissioner" and "investigation commissioner" designate respectively the "labour commissioner-general" and a "labour commissioner".

**75.** The Labour and Manpower Department Act (1968, chapter 43) is amended by inserting after section 3 the following:

"**3a.** At all times, the Minister may designate a person to promote the establishment or the maintenance of good relations between an employer and his employees or the association representing them. Such person shall report to the Minister upon request."

**76.** This act shall come into force on the day of its sanction.